Le dépositaire en qualité de trustee

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Conditions d'utilisation et couche réglementaire

Jusqu'en 2024, la qualité de trustee d'un dépositaire crypto singapourien dépendait entièrement de ses conditions. Les défaillances de Hodlnaut, Zipmex et Vauld en 2022 ont montré combien de fois ces conditions laissaient les clients au rang de créanciers chirographaires (chapitre V). La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a réagi par sa consultation d'octobre 2022 et sa réponse du 3 juillet 2023. Elle y proposait que les prestataires agréés de services de digital payment tokens (« jetons de paiement numériques ») détiennent les avoirs des clients en trust sur des comptes séparés, procèdent à un rapprochement quotidien et tiennent des registres permettant d'identifier les droits de chaque client.[1] Ces exigences ont été mises en œuvre par des modifications des Payment Services Regulations entrées en vigueur en octobre 2024. Le titulaire de licence qui fournit des services de conservation doit désormais détenir les avoirs des clients en trust pour ceux-ci, les séparer de ses propres actifs et tenir des registres suffisants pour identifier les droits de chaque client.[2]

La règle réglementaire ne crée pas elle-même un trust en droit privé. Le titulaire de licence qui l'enfreint commet une infraction réglementaire, mais la qualité de bénéficiaires des clients dépend toujours de la constitution valable du trust. Trois

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

conséquences en découlent pour la rédaction. Les conditions de conservation d'un titulaire de licence doivent contenir une déclaration de trust expresse qui satisfait aux trois certitudes. Cette déclaration doit concorder avec la réalité opérationnelle des portefeuilles séparés et du rapprochement quotidien, car un tribunal confrontant les conditions aux faits remarquera si la trésorerie propre de la plateforme se trouve dans les portefeuilles « clients ». Enfin, les conditions doivent régler le cas du déficit, car un trust muet sur les suites d'un piratage laisse s'appliquer par défaut la règle du prorata.

Dépositaires non agréés et offshore

Les règles de la MAS ne lient que les titulaires de licences et les entités exemptées situées dans le périmètre singapourien. Le client résidant à Singapour qui utilise une plateforme offshore est soumis aux conditions de celle-ci et au droit qu'elles désignent. La plupart des conditions offshore énoncent que les actifs sont la propriété de la plateforme, ce qui place le client dans la position d'un créancier chirographaire d'une société étrangère. Les juridictions singapouriennes peuvent encore accorder des mesures contre une telle plateforme lorsqu'elle a des actifs ou des activités à Singapour, comme l'a montré *CLM v CLN*. Elles ne peuvent toutefois pas, par sympathie, transformer une créance contractuelle en prétention réelle.

Dispositif	Trust ?	Position du client en cas d'insolvabilité	Commentaire
Dépositaire agréé par la MAS, conditions déclarant un trust, portefeuilles séparés, rapprochement quotidien	Oui	Bénéficiaire ; actifs restitués en nature, sous réserve d'un déficit au prorata	Exigence réglementaire depuis octobre 2024
Dépositaire agréé, conditions muettes sur le trust, portefeuilles omnibus	Douteux	Probablement créancier chirographaire selon le raisonnement de *Quoine*	Ne devrait plus exister chez les titulaires de licences
Plateforme offshore, conditions stipulant que les	Non	Créancier chirographaire	

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Dispositif	Trust ?	Position du client en cas d'insolvabilité	Commentaire
actifs deviennent la propriété de la plateforme			Créance contractuelle en restitution d'actifs équivalents
Produit « earn » ou de prêt d'une plateforme, actifs prêtés à la plateforme	Non	Créancier chirographaire ; souvent subordonné en pratique	Schéma Hodlnaut et Vauld
Auto-conservation multisignature, clés détenues par le propriétaire et un cosignataire singapourien	Pas de trust nécessaire	Le propriétaire conserve le titre en permanence	Le cosignataire est tenu d'obligations contractuelles et éventuellement fiduciaires
Trust familial détenant des jetons, société de trust agréée comme trustee, sous-conservation auprès d'un dépositaire DPT agréé	Oui (deux niveaux)	Les bénéficiaires agissent par l'intermédiaire du trustee ; le trustee agit en qualité de bénéficiaire du trust de conservation	Structure privilégiée pour la gestion de fortune privée

Notes

1. MAS, Response to Public Consultation on Proposed Regulatory Measures for Digital Payment Token Services (Part 1), 3 juillet 2023, citée dans *ByBit* [2023] SGHC 199, § [29]. ↩
2. Payment Services Regulations 2019, telles que modifiées avec effet au 4 octobre 2024, sur la protection des avoirs des clients par les prestataires de services de digital payment tokens. Voir partie K, chapitre II, pour le détail réglementaire. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com